



Treaty Series No. 9 (1957)

FINAL DECLARATION OF THE
INTERNATIONAL CONFERENCE
OF TANGIER

(with Protocol)

Tangier, October 29, 1956

*Presented by the Secretary of State for Foreign Affairs to Parliament
by Command of Her Majesty
January 1957*

LONDON
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE
NINEPENCE NET

DECLARATION FINALE DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE DE TANGER

Tanger, le 29 octobre 1956

Sur l'invitation de Sa Majesté le Sultan du Maroc, une Conférence internationale s'est réunie à Fédala et à Tanger du 8 Octobre 1956 au 29 Octobre 1956 sous la présidence de S.E. le Ministre des Affaires étrangères, représentant Sa Majesté le Sultan, en vue du règlement des questions soulevées par l'abrogation du régime spécial de la Zone de Tanger.

Les Gouvernements de Belgique, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Maroc, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, représentés par leurs plénipotentiaires soussignés;

I

Désireux de consacrer les principes de l'Indépendance du Maroc, de l'Unité et de l'Intégrité de son territoire,

Sont d'accord pour reconnaître l'abolition du régime international de la Zone de Tanger et déclarent abrogés, pour autant qu'ils y aient participé, tous les actes, accords et conventions concernant ledit régime;

Reconnaissent en conséquence que Sa Majesté Chérifienne a recouvré l'intégralité de ses pouvoirs et compétences dans cette partie de l'Empire Chérifien qui ne relève plus désormais que de Sa Souveraineté entière et exclusive et qu'il en résulte pour Elle le libre droit à la détermination du régime futur de Tanger.

II

Considérant la Haute Sollicitude affirmée par Sa Majesté Chérifienne à l'égard des intérêts privés nés sous l'ancien régime de Tanger et Son Haut Souci d'assurer leur sécurité dans le présent et de favoriser leur développement dans l'avenir,

Animés du désir de régler les questions soulevées par la disparition du régime international de Tanger selon les principes de justice et d'équité et dans l'esprit de compréhension et d'amitié qui a toujours présidé aux rapports du Maroc avec les autres puissances signataires de la présente Déclaration,

Ont arrêté d'un commun accord les dispositions contenues dans le Protocole ci-annexé.

III

La présente Déclaration et ledit Protocole entrent en vigueur à la date de leur signature.

Treaty Series No. 8 (1957). Text of Notes from Her Majesty's Government in the United Kingdom to the Danish, Icelandic, Italian, Luxembourg, Netherlands, Norwegian, Swedish and Swiss Governments reimposing the visa requirement for their respective nationals traveling to Cyprus
(Cmnd. 73)

CORRIGENDUM

The signature at the foot of the Note should *read* H. Ward *instead of* J. G. Ward.

LONDON: PRINTED AND PUBLISHED BY HER
MAJESTY'S STATIONERY OFFICE: 1957

51301

En foi de quoi les soussignés, autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, y ont apposé leur signature.

9

Fait à Tanger, en neuf exemplaires, le 29 Octobre 1956.

Pour la Belgique: M. Stéphane Halot
S. HALOT.

Pour l'Espagne: M. Cristobal del Castillo
C. DEL CASTILLO.

Pour les Etats-Unis d'Amérique: M. Cavendish W. Cannon
C. W. CANNON.

Pour la France: M. le Baron Robert de Boisseson
R. DE BOISSESON.

Pour l'Italie: M. Alberto Paveri Fontana
A. PAVERI FONTANA.

Pour le Maroc: M. Ahmed Balafrej
A. BALAFREJ.

Pour les Pays-Bas: M. H. H. Dingemans
H. H. D.

Pour le Portugal: M. Manuel Homem de Mello
MANUEL HOMEM DE MELLO.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord:
M. Geoffrey Meade
GEOFFREY MEADE.

PROTOCOLE ANNEXE

En vue du règlement des questions soulevées par l'abrogation du Statut spécial de la Zone de Tanger, les signataires de la Déclaration du 29 Octobre 1956 ont adopté à l'unanimité les dispositions qui font l'objet du présent protocole.

CHAPITRE PREMIER

Législation et Patrimoine

ARTICLE PREMIER

L'abrogation du régime spécial de Tanger met fin à la délégation générale et permanente conférée à l'Administration Internationale par le Dahir du 16 Février 1924. En conséquence, l'Administration Internationale cesse d'exercer les pouvoirs de gestion qui lui avaient été confiés.

ARTICLE 2

L'Etat marocain, qui reprend possession des domaines public et privé confiés à l'Administration Internationale en vertu du Dahir du 16 Février 1924, recueille les biens propres de celle-ci constitués conformément aux stipulations de l'article 43 du Dahir sus-mentionné. Sous réserve des dispositions relatives aux concessions, locations et autorisations prévues au chapitre IV, l'Etat marocain prend à sa charge les dettes et les obligations régulièrement contractées par l'Administration Internationale dans les limites de la délégation accordée à celle-ci par Sa Majesté le Sultan.

ARTICLE 3

Les dispositions législatives et réglementaires en vigueur dans la Zone de Tanger à la date de la signature du présent protocole demeurent applicables tant qu'elles n'auront pas été modifiées ou abrogées.

ARTICLE 4

La situation des personnes exerçant une profession libérale à Tanger à la date de la signature du présent protocole sera respectée. Toutefois le Gouvernement marocain se réserve le droit de vérifier la régularité des conditions auxquelles elles ont été admises à exercer leurs professions et de les soumettre à la législation marocaine concernant l'exercice de leurs activités professionnelles.

ARTICLE 5

Dans le cas où l'extension à Tanger de la législation en vigueur au Maroc mettrait en cause le fonctionnement des sociétés et des établissements bancaires ou financiers, le Gouvernement marocain prendrait en considération la situation des intéressés et leur accorderait un délai raisonnable pour leur permettre de se conformer aux dispositions de cette législation.

CHAPITRE II

Fonction publique

ARTICLE 6

Dans un délai maximum de six mois à compter de l'entrée en vigueur du présent protocole, le Gouvernement marocain notifiera à chacun des

fonctionnaires de l'Administration Internationale son intention de le conserver ou non à son service et fera connaître, à ceux qu'il désire conserver, les conditions d'emploi qui leur sont offertes.

ARTICLE 7

Pour les fonctionnaires que le Gouvernement marocain ne désire pas conserver à son service, la notification précitée ouvrira un préavis de trente jours au terme duquel lesdits fonctionnaires seront définitivement rayés des cadres et cesseront de percevoir un traitement.

ARTICLE 8

Les fonctionnaires que le Gouvernement marocain désire conserver à son service devront faire connaître, dans le mois qui suivra la communication des propositions à eux faite, s'ils les acceptent. En cas de refus, ils seront licenciés et définitivement rayés des cadres.

ARTICLE 9

Les fonctionnaires rayés des cadres en application des dispositions des articles 7 et 8 auront droit :

- (a) au pécule prévu par la loi du 20 Mars 1950 organisant la Caisse de Prévoyance de l'Administration Internationale;
- (b) à l'indemnité forfaitaire pour frais de déménagement et d'installation telle qu'elle est fixée par l'article 34 de la loi du 17 Août 1950 pour les fonctionnaires recrutés hors de l'ancienne zone, à la condition qu'ils transportent leur domicile hors de cette zone dans un délai maximum de dix-huit mois à compter de la cessation de leurs fonctions;
- (c) au traitement correspondant aux journées de congé auxquelles ils pouvaient avoir droit au moment de leur radiation des cadres, conformément à l'article 36 de la loi du 17 Août 1950;
- (d) à une indemnité de licenciement calculée de la façon suivante :
 - (1) les fonctionnaires appartenant à une administration du pays dont ils sont les ressortissants percevront une indemnité égale à six mois de traitement en principal et accessoires;
 - (2) les fonctionnaires qui n'appartiennent pas à une administration du pays dont ils sont les ressortissants percevront :
 - soit une indemnité égale à six mois de traitement en principal et accessoires lorsqu'ils seront rayés des cadres à la suite de leur refus d'accepter les conditions d'emploi qui leur seront offertes;
 - soit une indemnité égale à un an de traitement en principal et accessoires lorsqu'ils seront rayés des cadres sans avoir été l'objet de propositions de réemploi de la part de l'Administration marocaine.

Les dispositions ci-dessus sont applicables au personnel statutaire et judiciaire comme au personnel administratif.

ARTICLE 10

Si à l'expiration du délai de six mois prévu à l'article 6 le Gouvernement marocain ajourne au delà de trois mois la manifestation de ses intentions à l'égard d'un fonctionnaire, celui-ci pourra à tout moment être rayé des cadres sur sa demande et il percevra alors, suivant la catégorie à laquelle il appartient, les indemnités prévues à l'article 9.

ARTICLE 11

Les fonctionnaires que le Gouvernement marocain conserverait à son service pourront, sur leur demande, obtenir le versement du pécule qui leur est dû par la Caisse de Prévoyance.

ARTICLE 12

Jusqu'à l'expiration du préavis fixé à l'article 7 pour les fonctionnaires qui ne seront pas repris par l'Administration marocaine, ou jusqu'à la conclusion du contrat d'emploi pour les fonctionnaires maintenus en service les rapports entre les fonctionnaires intéressés et l'Administration marocaine resteront régis, en ce qui concerne leurs droits et obligations respectifs notamment en matière d'émoluments, discipline, attributions, par les textes qui fixaient le statut des fonctionnaires sous l'empire de la législation de la zone et sous réserve des modifications qui interviendraient en raison de la disparition des anciens organismes et autorités disciplinaires.

CHAPITRE III

Etablissements culturels, scientifiques et hospitaliers

ARTICLE 13

Les établissements culturels, scientifiques et hospitaliers existant à Tanger, à la date de la signature du présent protocole, sont maintenus. Toutefois, le Gouvernement marocain se réserve le droit de les soumettre aux dispositions législatives qui régiraient le fonctionnement de ces établissements, compte tenu des stipulations des conventions culturelles bilatérales à conclure. Un délai raisonnable sera accordé aux intéressés pour l'application des dites dispositions législatives.

CHAPITRE IV

Concessions, Locations et Autorisations

ARTICLE 14

En matière de concessions, locations et autorisations, l'abrogation du régime spécial de Tanger et l'intégration dans l'Empire Chérifien qui en résulte entraînent sur cette partie du territoire l'application de la législation marocaine dans les conditions prévues aux articles du présent chapitre.

ARTICLE 15

Seront respectées les concessions régulièrement acquises et dûment agréées par Dahir de Sa Majesté le Sultan, antérieurement à la promulgation du Statut ou postérieurement à cette promulgation, dans la mesure où elles sont conformes à l'article 45 du Statut et à la condition qu'elles soient assujetties à la législation en vigueur au Maroc.

ARTICLE 16

Seront prises en considération par Sa Majesté le Sultan, pour un règlement aussi rapide que possible, selon le principe de justice et d'équité, les concessions octroyées par l'Administration Internationale pour une durée excédant celle du Statut.

ARTICLE 17

Seront pris en considération par Sa Majesté le Sultan, pour un règlement aussi rapide que possible, selon le principe de justice et d'équité, les avenants qui ont été obtenus de bonne foi de l'Administration Internationale, lorsque lesdits avenants n'auront pas été accordés dans les limites de la compétence de l'Administration ou n'auront pas été expressément agréés par Sa Majesté le Sultan.

ARTICLE 18

Seront respectées les locations et autorisations intervenues dans les limites de la délégation statutaire conférée à l'Administration Internationale.

ARTICLE 19

Seront prises en considération par Sa Majesté le Sultan, pour un règlement aussi rapide que possible, selon le principe de justice et d'équité, les locations et autorisations concédées par l'Administration Internationale dans des conditions non conformes à la délégation statutaire et aux dispositions des lois en vigueur.

CHAPITRE V

**Postes, Télégraphes, Téléphones, Radiodiffusion et
Radiotélécommunications**

ARTICLE 20

L'abrogation du régime spécial de la Zone de Tanger entraîne l'extension, sur cette partie du territoire, du monopole des Postes, Télégraphes et Téléphones, de la Radiodiffusion et des Radiotélécommunications appartenant à l'Etat marocain. Dans le respect de ce principe, de l'ordre public marocain et des dispositions de la législation actuellement en vigueur, les établissements des Postes, Télégraphes, Téléphones, de la Radiodiffusion et des Radiotélécommunications pourront continuer à fonctionner pendant un délai raisonnable pour permettre aux gouvernements ou aux sociétés intéressés :

- (a) soit de parvenir avec le Gouvernement marocain à des arrangements particuliers concernant leurs établissements pour lesquels il sera tenu compte des dispositions du chapitre IV du présent protocole,
- (b) soit, le cas échéant, de demander des délais suffisants pour leur permettre de prendre des mesures appropriées à leur situation.

Fait à Tanger, en neuf exemplaires, le 29 Octobre 1956.

Pour la Belgique: M. Stéphane Halot
S. HALOT.

Pour l'Espagne: M. Cristobal del Castillo
C. DEL CASTILLO.

Pour les Etats-Unis d'Amérique: M. Cavendish W. Cannon
C. W. CANNON.

Pour la France : M. le Baron Robert de Boisseson
R. DE BOISSESON.

Pour l'Italie : M. Alberto Paveri Fontana
A. PAVERI FONTANA.

Pour le Maroc : M. Ahmed Balafrej
A. BALAFREJ.

Pour les Pays-Bas : M. H. H. Dingemans
H. H. D.

Pour le Portugal : M. Manuel Homem de Mello
MANUEL HOMEM DE MELLO.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :
M. Geoffrey Meade
GEOFFREY MEADE.

(Translation)

**FINAL DECLARATION OF THE INTERNATIONAL
CONFERENCE OF TANGIER**

Tangier, October 29, 1956

At the invitation of His Majesty The Sultan of Morocco, an international conference was held at Fedala and Tangier from the 8th to the 29th of October, 1956, under the Chairmanship of His Excellency The Minister for Foreign Affairs representing His Majesty The Sultan, in order to settle the questions raised by the abrogation of the special régime of the Tangier Zone.

The Governments of Belgium, Spain, the United States of America, France, Italy, Morocco, the Netherlands, Portugal, and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, represented by their undersigned Plenipotentiaries;

I

Desiring to establish the principles of the independence of Morocco and of the unity and integrity of its territory,

Agree to the abolition of the international régime of the Tangier Zone and declare abrogated, in so far as the said Governments were parties thereto, all the acts, agreements and conventions concerning the said régime,

Recognise therefore that His Sherifian Majesty has recovered the totality of His powers and jurisdiction in this part of the Sherifian Empire, which henceforth is under his complete and sole sovereignty, and that consequently His Majesty has the unrestricted right to decide on the future régime of Tangier.

II

Taking into consideration the concern expressed by His Sherifian Majesty for private interests created under the former régime at Tangier, and his earnest desire to ensure their present security, and to promote their future development,

Wishing to arrive at a settlement of the questions raised by the abrogation of the international régime for Tangier in accordance with the principles of justice and equity and in the spirit of understanding and friendship which has always prevailed in the relations between Morocco and the other Powers signatory to the present declaration,

Have agreed on the provisions contained in the annexed protocol.

III

The present declaration and the said protocol shall enter into force on the date of their signature.

In witness whereof the undersigned being duly authorised by their respective Governments have hereto affixed their signatures.

Done at Tangier in nine copies on the 29th of October, 1956.

For Belgium: M. Stéphane Halot.
S. HALOT.

For Spain: M. Cristobal del Castillo.
C. DEL CASTILLO.

For the United States of America : Mr. Cavendish W. Cannon.

C. W. CANNON.

For France : Baron Robert de Boisseson.

R. DE BOISSESON.

For Italy : M. Alberto Paveri Fontana.

A. PAVERI FONTANA.

For Morocco : M. Ahmed Balafrej.

A. BALAFREJ.

For the Netherlands : M. H. H. Dingemans.

H. H. D.

For Portugal : M. Manuel Homem de Mello.

MANUEL HOMEM DE MELLO.

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :
Mr. Geoffrey Meade.

GEOFFREY MEADE.

ANNEXED PROTOCOL

9

With a view to the settlement of questions raised by the abrogation of the Special Statute of the Zone of Tangier, the signatories of the Declaration of the 29th day of October, 1956, have unanimously agreed on the provisions which are set forth in the present protocol.

CHAPTER I

Legislation and Patrimony

ARTICLE 1

The abrogation of the special régime for Tangier brings to an end the general and permanent delegation which was conferred upon the International Administration by the Dahir of February 15, 1924. Consequently the International Administration ceases to exercise the administrative powers that had been vested in it.

ARTICLE 2

The Moroccan State, which recovers possession of the public and private property entrusted to the International Administration by virtue of the Dahir of February 16, 1924, receives the latter's assets as constituted under Article 43 of the aforesaid Dahir. Subject to the provisions pertaining to concessions, leases and authorisations set forth in Chapter IV, the Moroccan State takes over the debts and obligations duly contracted by the International Administration within the limits of the authority granted to it by His Majesty the Sultan.

ARTICLE 3

Laws and regulations in force in the Tangier Zone on the date of signature of the present protocol continue to apply as long as they are not modified or abrogated.

ARTICLE 4

The status of persons carrying on a liberal profession in Tangier on the date of the signing of the present protocol shall be respected. Nevertheless, the Moroccan Government reserves the right to verify the regularity of the conditions under which they were admitted to carry on their professions and to make them subject to Moroccan legislation in the practice of their professional activities.

ARTICLE 5

If the extension to Tangier of legislation in force in Morocco affects the operations of corporations and banking and financial establishments, the Moroccan Government would take into consideration the situation of the interested parties and would grant them a reasonable period to comply with the provisions of such legislation.

CHAPTER II

Public Service

ARTICLE 6

Within a maximum period of six months from the entry into force of the present protocol, the Moroccan Government shall notify each employee of the International Administration whether or not it desires to retain him in

its service, and shall inform those whom it wishes to retain of the conditions of employment offered to them.

ARTICLE 7

In the case of employees whom the Moroccan Government does not wish to retain in its service, the said notice will mark the beginning of a thirty-day period at the end of which the said employees will be taken off the strength and will cease to receive a salary.

ARTICLE 8

Those employees whom the Moroccan Government wishes to retain in its service must state within one month following the receipt of the offer made to them whether they accept. In the event of refusal, they will be discharged and finally taken off the strength.

ARTICLE 9

Personnel taken off the strength under Articles 7 and 8 shall be entitled to:—

- (a) the amount due to them under the law of March 20, 1950, creating the Provident Fund of the International Administration;
- (b) the agreed compensation for moving and installation expenses fixed in Article 34 of the Law of August 17, 1950, for employees recruited outside the former Zone, provided they move their residence out of the Zone within a maximum period of eighteen months from the termination of their duties;
- (c) the salary for any leave to which they may be entitled at the time of their discharge, as laid down in Article 36 of the Law of August 17, 1950;
- (d) dismissal compensation calculated as follows:—
 - (i) Personnel belonging to an administration of the country of which they are nationals shall receive compensation equal to six months' salary and allowances.
 - (ii) Personnel not belonging to an administration of the country of which they are nationals shall receive: either compensation equal to six months' salary and allowances when they are taken off the strength after their refusal to accept the conditions of employment offered them, or compensation equal to one year's salary and allowances when they are discharged without having been offered re-employment by the Moroccan Administration.

The above provisions are applicable to the personnel appointed under the Statute and by those of the judiciary as well as to administrative employees.

ARTICLE 10

If at the end of the six months' period stipulated in Article 6 the Moroccan Government delays for more than an additional three months notification of its intentions regarding an employee, he may at any moment be taken off the strength at his request and he shall then receive the compensations provided in Article 9 according to the category to which he belongs.

ARTICLE 11

Personnel retained by the Moroccan Government may at their request receive from the Provident Fund the amount to which they are entitled.

ARTICLE 12

Until the expiration of the period of notice prescribed in Article 7 for those employees not retained by the Moroccan Administration or until the conclusion of a contract of employment for those employees retained in service, relations between the employees concerned and the Moroccan Administration shall continue to be governed, as regards respective rights and obligations, particularly concerning salaries, disciplinary matters and functions, by the provisions of the Zonal legislation which fixed the status of civil servants, subject to any modifications which may be made as a result of the liquidation of the former disciplinary organisations and authorities.

CHAPTER III

Cultural, Scientific and Hospital Establishments

ARTICLE 13

The cultural, scientific and hospital establishments existing in Tangier on the date of signature of the present protocol shall be maintained. However, the Moroccan Government reserves the right to make them subject to the laws governing the operation of such establishments, taking into account any provisions contained in future bilateral cultural conventions. A reasonable period will be afforded to the interested parties before the application of the said laws.

CHAPTER IV

Concessions, Leases and Authorisations

ARTICLE 14

In the matter of concessions, leases and authorisations, the abrogation of the special régime of Tangier and its consequent incorporation into the Sherifian Empire involves the application of Moroccan legislation to this part of the territory under the conditions set forth in the articles of the present chapter.

ARTICLE 15

Concessions regularly acquired and legally approved by Dahir of His Majesty The Sultan before or after the promulgation of the Statute will be respected in so far as they conform to Article 45 of the Statute and on condition that they are subject to legislation now in force in Morocco.

ARTICLE 16

Concessions granted by the International Administration for a term exceeding that of the Statute will be taken into consideration by His Majesty The Sultan with a view to the earliest possible settlement, in accordance with the principles of justice and equity.

ARTICLE 17

Modifications obtained in good faith from the International Administration, wherever such modifications were not granted within the limits of the competence of the Administration or were not expressly approved by His Majesty The Sultan, will be taken into consideration by His Majesty The Sultan with a view to arriving at the earliest possible settlement, in accordance with the principles of justice and equity.

ARTICLE 18

Leases and authorisations made within the limits of the statutory authority conferred on the International Administration will be respected.

ARTICLE 19

Leases and authorisations granted by the International Administration under conditions not in conformity with the statutory delegation of authority and with the provisions of the laws in force at the time will be taken into consideration by His Majesty The Sultan with a view to arrive at the earliest possible settlement in accordance with the principles of justice and equity.

CHAPTER V

Posts, Telegraphs, Telephones, Radio Broadcasting and Radio Telecommunications

ARTICLE 20

The abrogation of the special régime of the Tangier Zone involves the extension, to that part of the territory, of the monopoly over posts, telegraphs and telephones, over radio broadcasting and over radio telecommunications belonging to the Moroccan State. Subject to this principle, to the requirements of Moroccan public order and to the provisions of the legislation now in force, post, telegraph and telephone, radio broadcasting and radio telecommunication installations may continue to operate for a reasonable period in order to permit interested Governments and interested private companies:

- (a) either to make individual arrangements with the Moroccan Government regarding their installations which will take into account the provisions of Chapter IV of the present protocol;
- (b) or, if need be, to request sufficient time in order to permit them to take such measures as are appropriate in the circumstances.

Done at Tangier in nine copies on the 29th of October, 1956.

For Belgium: M. Stéphane Halot.

S. HALOT.

For Spain: M. Cristobal del Castillo.

C. DEL CASTILLO.

For the United States of America: Mr. Cavendish W. Cannon.

C. W. CANNON.

For France: Baron Robert de Boisseson

R. DE BOISSESON.

For Italy: M. Alberto Paveri Fontana.
A. PAVERI FONTANA.

For Morocco: M. Ahmed Balafrej.
A. BALAFREJ.

For the Netherlands: M. H. H. Dingemans.
H. H. D.

For Portugal: M. Manuel Homem de Mello.
MANUEL HOMEM DE MELLO.

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:
Mr. Geoffrey Meade.
GEOFFREY MEADE.

Printed and published by
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

To be purchased from
York House, Kingsway, London w.c.2
423 Oxford Street, London w.1
P.O. Box 569, London s.e.1
13A Castle Street, Edinburgh 2
109 St. Mary Street, Cardiff
39 King Street, Manchester 2
Tower Lane, Bristol 1
2 Edmund Street, Birmingham 3
80 Chichester Street, Belfast
or through any bookseller

Printed in Great Britain